

8 Initiative pour des entreprises responsables

Le patronat ne cache pas sa division

ENTREPRISES L'initiative mobilise fortement l'économie suisse. Un premier camp la soutient au nom de sa responsabilité sociale et environnementale. L'autre craint de répondre pour des actes illégaux des sous-traitants à l'étranger

RAM ETWAEERA
@rametwaeera

Cla-Val. Cette entreprise vaudoise, leader mondial de la vanne automatique utilisée pour régler la distribution d'eau potable et industrielle, les systèmes de protection incendie, le forage, le stockage et la distribution de pétrole et de gaz, n'est pas très connue. C'est pourtant elle qui a fourni la vanne qui contrôle la pression du Jet d'eau de Genève. Le Burj Khalifa à Duba (le plus haut gratte-ciel du monde), le terminal gazier de Guangdong, l'usine BMW en Allemagne sont dotés de vannes «Swiss made».

Importexa. Sis à La Conversion, ce spécialiste des vêtements de travail compte plusieurs entreprises (horlogerie, banque) et administrations publiques comme clients. La société a créé une plateforme de production à Monastir en Tunisie. Elle soustrait aussi en Chine, en Inde et en Turquie. Importexa a installé des bureaux à Zurich, à Paris et à Hongkong. En 2009, elle a ouvert une filiale en France voisine avec plus de 1000 m² de bureaux et d'espace de stockage.

La vague arrive

Hugo van Buel, le patron de Cla-Val, participe activement à la campagne en faveur de l'initiative pour des entreprises responsables. Selon lui, le monde des affaires ne peut plus échapper à sa responsabilité sociale et environnementale. «Ce sont les clients qui le demandent, dit-il. Autant s'y préparer et être prêt à répondre à ces exigences qui s'imposeront inéluctablement dans notre société. Il ne s'agit plus de notre bon vouloir, mais d'obligations contractuelles avec nos fournisseurs et nos acheteurs.» Selon Hugo van Buel, si des entreprises refusent de mon-



(XAVIERA LISSILLOUR POUR LE TEMPS)

ter dans le train de la responsabilité, c'est qu'elles ne sont pas suffisamment informées des enjeux et ne voient pas la vague arriver.

Pour sa part, Philippe Cloux, le patron d'Importexa, craint que ce soit une forme de naïveté et d'utopie qui pousse certains de ses compères à soutenir l'initiative. «100% de PME sont d'accord sur le fond, relève-t-il. Elles sont toutes soucieuses, voire impliquées dans la défense des droits humains et dans la sauvegarde de l'environnement. En revanche, elles ne peuvent pas répondre pour des actes commis dans d'autres pays par des sous-traitants indirects.»

Insécurité juridique

Hugo van Buel et Philippe Cloux incarnent une économie suisse qui se déchire sur l'initiative «Entreprises responsables». Plus de 300 représentants de PME et de grandes sociétés ainsi que les organisations faitières Economiesuisse et Swissmem ont adhéré au comité économique Non à l'initiative multinationales. Leur principal argument: le texte proposé par les 130 ONG risque de créer une grande insécurité juridique et une inégalité de traitement par rapport aux entreprises étrangères. Ils refusent que des faits qui se sont produits à l'étranger soient portés devant les tribunaux suisses et jugés selon le droit suisse.

Le comité qui prône le non soutient le contre-projet, qui entrera automatiquement en vigueur en cas de rejet de l'initiative. Les poursuites doivent être exercées là où le droit applicable a été enfreint. Nestlé, Holcim, Credit Suisse, Barry Callebaut, Givaudan ou Glencore rejettent l'initiative; elles se sentent particulièrement visées parce qu'elles sont actives à l'étranger.

A l'opposé, un autre comité de 300 entrepreneurs défend l'initiative pour des multinationales responsables. Pour Peter Stämpfli, copropriétaire du groupe Stämpfli, Economiesuisse ne parle pas au nom de l'économie. «Il n'est pas acceptable que des multinationales profitent des avantages d'être basées en Suisse mais opèrent à l'étranger d'une manière que nous ne tolérerions jamais ici», a-t-il déclaré lors d'un point de presse.

«Il ne s'agit plus de notre bon vouloir, mais d'obligations contractuelles avec nos fournisseurs et nos acheteurs»

HUGO VAN BUEL, PATRON DE CLA-VAL

Un récent sondage mené par le bureau de conseil Deloitte auprès de 112 directeurs financiers d'entreprise en dit long sur l'état d'esprit du monde des affaires à propos de l'initiative. Les résultats montrent que les entreprises suisses restent sereines quelle que soit l'issue du vote du 29 novembre. Près de la moitié des sondés estiment que l'initiative n'aura aucun impact concret sur leurs activités. Mais on peut imaginer l'empresse, quasiment aucune d'entre elles ne prévoit le transfert de son siège à l'étranger. Près de 50% des sondés reconnaissent avoir déjà mis en place des mesures ou prévoient de le faire en cas d'acceptation de l'initiative. ■

D'innombrables initiatives

RESPONSABILITÉ Les labels, plateformes ou systèmes de notation, pour la plupart volontaires et non contraignants, se multiplient depuis les années 1990

Global Reporting Initiative

La GRI offre un cadre de travail pour l'élaboration des rapports en matière de développement durable. Créée en 1997, elle a publié une première version de ses lignes directrices en 1999. Le respect de celles-ci par les entreprises se fait sur une base volontaire. Il n'existe pas de procédure de vérification de leur application.

Directives de l'OCDE

Elles s'adressent aux multinationales exerçant leurs activités dans les pays adhérents ou à partir de ces derniers. Elles contiennent des normes et des principes non contraignants et visent le respect des normes admises internationalement.

Compact Global

Lancée en 2000 par l'ONU, cette initiative incite les entreprises à intégrer et à promouvoir les principes relatifs aux droits de l'homme, aux normes internationales du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. La signature du pacte est une

démarche volontaire. La branche suisse compte 196 multinationales et PME.

B Lab

Cette ONG vise à rendre l'économie mondiale plus sociale et écologique en décernant la certification B Corp aux entreprises durables. Elle note plus de 2800 entreprises dans le monde pour leurs performances environnementales et sociétales. Fondée aux Etats-Unis, B Lab est implantée en Suisse depuis 2017.

ISO 14001

Le label définit les critères d'un système de management environnemental. Destiné à tout type d'organisation, il donne l'assurance que l'impact environnemental fait l'objet de mesures et d'améliorations au sein de l'entreprise ayant acquis la certification.

WBCSD

Le World Business Council for Sustainable Development, basé à Genève, est une coalition de 190 compagnies internationales unies par un engagement commun de développement durable. Ses principes directeurs: croissance économique, équilibre écologique et progrès social. La plateforme a été fondée en 1995 par l'industriel suisse Stephan Schmidheiny. ■ R. E.

Ces investisseurs qui soutiennent les initiants

PLACEMENTS La finance est de plus en plus préoccupée par les aspects réputationnels. La société de gestion Columbia Threadneedle souligne les avantages de l'initiative, qui reflète la vision de plus en plus largement admise dans la société qu'une entreprise doit intégrer les externalités qu'elle crée

MATHILDE FARINE
@MathildeFarine

Les investisseurs s'immiscent rarement dans les débats en vue d'une votation populaire. Encore moins pour dire leur soutien à un texte susceptible de réglementer davantage les entreprises dans lesquelles ils placent leur argent. Signe que les temps changent, la société de gestion Columbia Threadneedle a publié un texte soulignant des avantages de l'initiative pour des multinationales responsables.

De plus en plus centrée sur la finance durable, la société basée à Londres et qui compte des bureaux à Genève et à Zurich estime que l'initiative est un «pas dans la bonne direction». Contacté, Andrea Carzana, gestionnaire de portefeuille pour les actions européennes chez Columbia Threadneedle Investments, juge que «les lois mettant en œuvre les principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme sont bienvenues».

Demande des consommateurs

Des pratiques commerciales laxistes axées sur la réduction des coûts peuvent rapidement se retrouver dans les chaînes d'approvisionnement toujours plus com-

plexes, ajoute le spécialiste, dont l'employeur gère quelque 385 milliards de livres sterling (soit environ 457 milliards de francs), compte 2000 collaborateurs et appartient au groupe Ameriprise Financial, installé à Minneapolis.

«Ces dernières décennies, les entreprises ont grandi en maximisant leurs profits et sans se préoccuper des externalités, argumente Andrea Carzana. Mais c'est fini, non pas parce que la politique le souhaite, mais parce que les consommateurs l'exigent.» Et l'investisseur d'insister: «Il ne s'agit pas de nouveaux coûts, il s'agit de coûts que la société doit payer à la place des entreprises.»

Lier la rémunération du management

En tant qu'investisseurs, poursuit-il, nous devons voir quelles entreprises pro-

«En tant qu'investisseurs, nous devons voir quelles entreprises profitent de ces externalités et lesquelles se sont préparées au changement»

ANDREA CARZANA, GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE CHEZ COLUMBIA THREADNEEDLE INVESTMENTS

fitent de ces externalités et lesquelles se sont préparées au changement. Il estime que les entreprises qui examinent de près leurs chaînes d'approvisionnement ont un avantage concurrentiel, par exemple si elles les font certifier. A l'inverse, Columbia Threadneedle se détourne des entreprises qui n'y prêtent pas attention, car elles courent un risque réputationnel trop grand. «Les très grandes entreprises peuvent avoir des chaînes d'approvisionnement complexes, difficiles à comprendre. Il faut être réaliste et admettre qu'on ne peut pas toujours tout contrôler. Mais on peut imposer un cadre pour réduire les risques et lier la rémunération du management à cela», ajoute Andrea Carzana.

Le moment est-il mal choisi, alors que l'économie souffre de la pandémie? «Avec ce type d'argument, ce n'est jamais le bon moment, contrecarre le gérant. Oui, il faut donner du temps aux entreprises pour s'adapter, mais on ne peut pas repousser éternellement ce qui est, de fait, une demande des consommateurs pour davantage de transparence.»

Jusqu'ici, les investisseurs s'étaient plutôt prononcés en faveur du contre-projet avorté du Conseil national, qui limitait la responsabilité des plus grandes entreprises à leurs filiales juridiques directes. Un groupe de 27 investisseurs gérant 808 milliards de francs et mené par la fondation Ethos avait notamment publié en septembre 2019 une déclaration invitant le Conseil d'Etat à le soutenir. Y figuraient une poignée de banques, des sociétés de gestion et surtout des caisses de pension. ■